

# Position d'écolo j sur l'enseignement supérieur



Publié le 28 janvier 2016

A l'heure actuelle, notre modèle d'enseignement supérieur manque de vision. Les missions ne sont pas suffisamment définies et les réformes semblent guidées par la résolution des problèmes à court terme. écolo j propose une position qui prend comme point de départ les véritables enjeux de l'enseignement supérieur : la réduction des inégalités, la justice sociale et la promotion de la connaissance. Ayant à l'esprit ces objectifs, nous pensons que l'enseignement doit être considéré comme un bien commun dont les fondamentaux sont l'accessibilité, la qualité et la durabilité.

## 1) Pour un enseignement supérieur accessible

La réussite des études supérieures et l'obtention d'un diplôme sont des leviers importants afin de réduire les inégalités au niveau de la société. A l'heure actuelle, tous les publics ne sont pas égaux par rapport à l'enseignement supérieur. Afin de remédier à cette situation, écolo j veut lutter contre les barrières sociales et économiques qui, trop souvent, conditionnent l'accès et diminuent les chances de réussite.

### Lutter contre les barrières sociales

écolo j s'oppose à toutes formes de sélection à l'entrée des études supérieures (examen spécial d'admission, quota, possibilité de refus d'inscription, etc.). En effet, la réussite de ces épreuves ne fait que refléter les inégalités de l'enseignement secondaire qui sont souvent elles-mêmes directement liées aux inégalités socioéconomiques et socioculturelles des élèves fréquentant les établissements scolaires.

La transition entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur est un enjeu prioritaire

afin d'offrir les mêmes chances à tous. Faciliter cette transition nécessite la mise en place de dispositifs spécifiques. Ce travail doit commencer en amont, dès le secondaire, par une information et un service d'orientation complets et efficaces ainsi qu'une offre élargie de modules de formation préparatoires. Un accompagnement à l'attention des étudiants doit également être mis en place sur toute la durée des études. D'autre part, l'enseignement supérieur doit assumer ses responsabilités et s'adapter à la diversité des publics qu'il accueille, en innovant dans les méthodes pédagogiques qu'il utilise.

### Lutter contre les barrières économiques

écology défend la diminution des montants du minerval avec pour objectif de long terme de tendre vers la gratuité complète de l'enseignement pour tous. En attendant, écology souhaite encourager l'accès des publics les plus précarisés en facilitant l'accès aux bourses<sup>1</sup> et en revalorisant le montant des allocations octroyées. Un ciblage plus efficace sur les publics qui en ont réellement besoin doit également être mis en place. écology soutient également un élargissement des éléments pris en charge par les bourses<sup>1</sup> en prenant notamment en compte les coûts dérivés (supports de cours, logement, transports, matériel, etc.).

Par ailleurs, écology appelle à un financement des établissements intégrant notamment un volet destiné aux budgets sociaux, distribué de manière appropriée et adaptée en fonction des besoins et des services proposés par chaque établissement et de la population qu'il rencontre. Ces budgets doivent permettre des mesures d'accompagnement à l'attention des jeunes en situation socialement précarisée, notamment par l'octroi de moyens spécifiques pour l'aide à la réussite et la généralisation de certaines aides (réductions sur les ouvrages de référence, facture maximale fixe et harmonisée pour les supports de cours, allocations de repas, soutien dans la recherche de logement étudiant).

### Favoriser l'accessibilité pour tou-te-s

écology soutient que tout-e étudiant-e doit être en mesure d'accéder à un enseignement supérieur de qualité, dans une filière de son choix à proximité de son lieu de résidence. Pour ce faire, écology plaide pour une offre d'enseignement organisée selon la logique des bassins de vie, seule logique territoriale de l'enseignement permettant d'allier proximité et qualité. De plus, considérant que le coût des déplacements ne peut être un frein, écology plaide au moins pour une contribution minimale fixe multiréseaux pour les jeunes. Cette formule serait un premier pas vers une gratuité des transports en commun pour tou-te-s les étudiant-e-s, comme c'est déjà le cas dans plusieurs villes universitaires néerlandophones.

Par ailleurs, les établissements d'enseignement supérieur doivent garantir l'accès aux catégories d'étudiants qui, malgré certaines particularités comme le fait de porter un handicap, des maladies graves ou des troubles, souhaitent poursuivre des études. Ainsi, écolo j soutient la généralisation de mesures qui favorisent l'intégration des étudiants à profils spécifiques.

## 2) Pour un enseignement supérieur de qualité

L'organisation de l'enseignement supérieur doit garantir la qualité des savoirs dispensés. A cette fin, écolo j défend un enseignement supérieur financé à la hauteur de ses missions et géré de manière démocratique et transparente.

### Financer l'enseignement supérieur à la hauteur de ses missions

Dans un contexte de marchandisation croissante auquel n'échappent pas les savoirs, écolo j conçoit l'enseignement supérieur comme un bien commun au service de l'intérêt général, indispensable à l'émancipation des citoyens et à la vie en communauté.

Pour rencontrer ces objectifs de bien commun, écolo j défend un refinancement juste et ambitieux de l'enseignement supérieur par le secteur public, seul garant à l'heure actuelle de la défense des intérêts collectifs. Ce refinancement doit permettre d'atteindre au moins 2% du PIB. En outre, écolo j s'inquiète du recours à des mécanismes de soutien financier partiellement ou totalement privés et s'oppose à toute interférence du monde privé au sein du monde académique. Les financements privés ne sont pas une solution face au manque de financement de l'enseignement supérieur et risquent d'instaurer une dépendance par rapport à des organisations dont les intérêts peuvent menacer l'autonomie de la production et du partage des savoirs.

### Gérer l'enseignement supérieur de manière démocratique et transparente

La gestion de l'enseignement supérieur doit être assurée par les acteurs qui le composent (étudiants, professeurs, personnels administratif, technique et ouvrier). Il leur revient, en première ligne, de cultiver l'enseignement supérieur d'aujourd'hui et de dessiner celui de demain. De plus, afin d'assurer l'aspect démocratique, écolo j souligne l'importance de garantir et de renforcer une représentation de différents acteurs de l'enseignement supérieur, à chaque échelon et chaque étape des processus de gestion et de la définition de ses missions et objectifs. Le rôle de l'Etat est également important à prendre en considération. Source quasi-exclusive de son financement, il est légitime que ce dernier intervienne dans les discussions entourant tant sa gestion que la définition de ses principaux objectifs. Ces aspects démocratiques doivent également être renforcés par la transparence des processus et instances décisionnels à tous les niveaux et concernant chaque domaine de l'enseignement.

Par ailleurs, les partenariats avec les acteurs de la société civile ainsi que les politiques de R&D doivent être encouragés afin d'ouvrir les institutions sur le monde mais ces partenariats ne peuvent interférer dans l'indépendance du monde académique.

### 3) Pour un enseignement supérieur durable

En tant qu'institutions publiques et lieux d'éducation pour les citoyens, les établissements d'enseignement supérieur doivent montrer l'exemple, non seulement en matière de respect de l'environnement, mais plus largement en terme de promotion du développement durable. En effet, il convient de concevoir le développement durable comme allant au-delà des problématiques environnementales et intégrant les enjeux sociaux et éthiques. Le développement durable doit s'inscrire dans chaque dimension de l'enseignement supérieur. À cette fin, ce dernier peut s'inspirer notamment de la charte de l'ISCN (international sustainable campus network [2]) ainsi que d'autres labels et normes.

#### Mettre en œuvre et piloter une politique de développement durable

Les responsables de la politique de développement durable doivent avoir des relais et/ou des accès garantis en matière de prise de décision afin de posséder les leviers suffisants à la mise en œuvre des initiatives de développement durable. Un plan d'action transversal pluriannuel et ambitieux doit être mis en place en concertation avec les différents acteurs et des budgets suffisants doivent être dégagés afin de pouvoir le réaliser. Ce plan d'action doit également être intégré au plan de gestion de l'établissement et évalué chaque année. Des actions et des campagnes de sensibilisation doivent également être mises en place afin d'assurer une adhésion la plus large possible.

#### Orienter la recherche vers des domaines éthiques et respectueux de l'environnement

Les activités de recherche dans les matières sociales et environnementales doivent être encouragées afin d'assurer l'évolution des connaissances et des techniques. Les établissements doivent également s'engager à développer leurs activités de recherche dans une optique de respect de l'humanité et de la planète sur le long terme. De manière opérationnelle, cela pourrait se traduire par les mesures suivantes :

- Intégrer des clauses environnementales et éthiques dans les protocoles de recherche
- Renforcer le conditionnement du financement de la recherche au respect de règles éthiques et de durabilité

#### Développer l'offre d'enseignement dans les matières sociales et environnementales

L'ensemble des programmes doivent intégrer les dimensions sociales et environnementales dans

leur contenu. Par ailleurs, les programmes de cours spécifiques traitant de ces thématiques doivent s'accroître afin d'assurer la diffusion et le partage des connaissances sur ces enjeux.

### Mettre en œuvre des actions concrètes de développement durable au sein des établissements d'enseignement supérieur

Les établissements et campus doivent s'engager dans une utilisation responsable des ressources et matériaux pour l'ensemble des infrastructures en prévoyant également la question des accès en termes de mobilité douce et le traitement des déchets. Il convient également de favoriser une consommation responsable et l'utilisation de produits soucieux de l'environnement dans le cadre des activités qui y prennent place.

*Position adoptée le 8 avril 2013*

---

#### Notes

[1] Décret « Gratuité et démocratisation de l'enseignement supérieur »

[2] <http://www.international-sustainabl...>